

Du peuple sur les places parisiennes !

MAUD GOURVELLEC

« Coconstruisons Paris ». Le message est explicite. La ville veut faire de la participation citoyenne l'un des piliers de l'élaboration de ses politiques publiques. Parmi ses appels à contribution, « Réinventons nos places ! » a de quoi retenir l'attention. Sept illustres places parisiennes transformées en immenses terrains de jeux pour citoyens motivés : Bastille, Fêtes, Gambetta, Italie, Madeleine, Nation et Panthéon. Pour la ville de Paris, réinventer signifie bien plus que réaménager : elle entend ici bousculer les processus, la conception et la réalisation des projets d'espaces publics.

Entrer dans les projets par les usages

Concrètement, l'initiative se veut une coélaboration de projets. Considérant qu'il est nécessaire de compléter, d'enrichir et de transformer le regard du concepteur et du technicien par ceux de l'acteur culturel ou social, du riverain, de l'utilisateur et plus largement du citoyen, l'entrée dans les projets se fait par l'usage et non la composition, par le vécu et non le perçu. Les citoyens ne sont pas là pour faire de la figuration et tiennent le rôle principal. Les concepteurs deviennent régisseurs, chefs-opérateurs, plus que réalisateurs. Une contrainte imposée par la ville et présentée comme une liberté. Pour Anne Hidalgo : « Il n'y a pas de danger à prendre ces libertés quand (...) dans le processus, on met des éléments de rationalité. » Le dispositif est en effet réglé comme du

papier à musique. Tout d'abord, un lancement à grand renfort de médias le 20 juin 2015 place de la Bastille pour donner le ton et susciter la mobilisation ; puis près d'un an de consultation via des moyens divers et variés (plateforme participative, registres en mairies, réunions publiques, ateliers participatifs, marches exploratoires, questionnaires, rencontres avec les usagers et partenaires institutionnels, etc.), et dont les nombreux échanges conduisent à un diagnostic partagé, à identifier les attentes des usagers, à définir les grands objectifs des futurs aménagements et les choix de réorganisation de l'espace et à établir collectivement les plans-programme des sept places. Enfin, le temps de la coconception et de la réalisation.

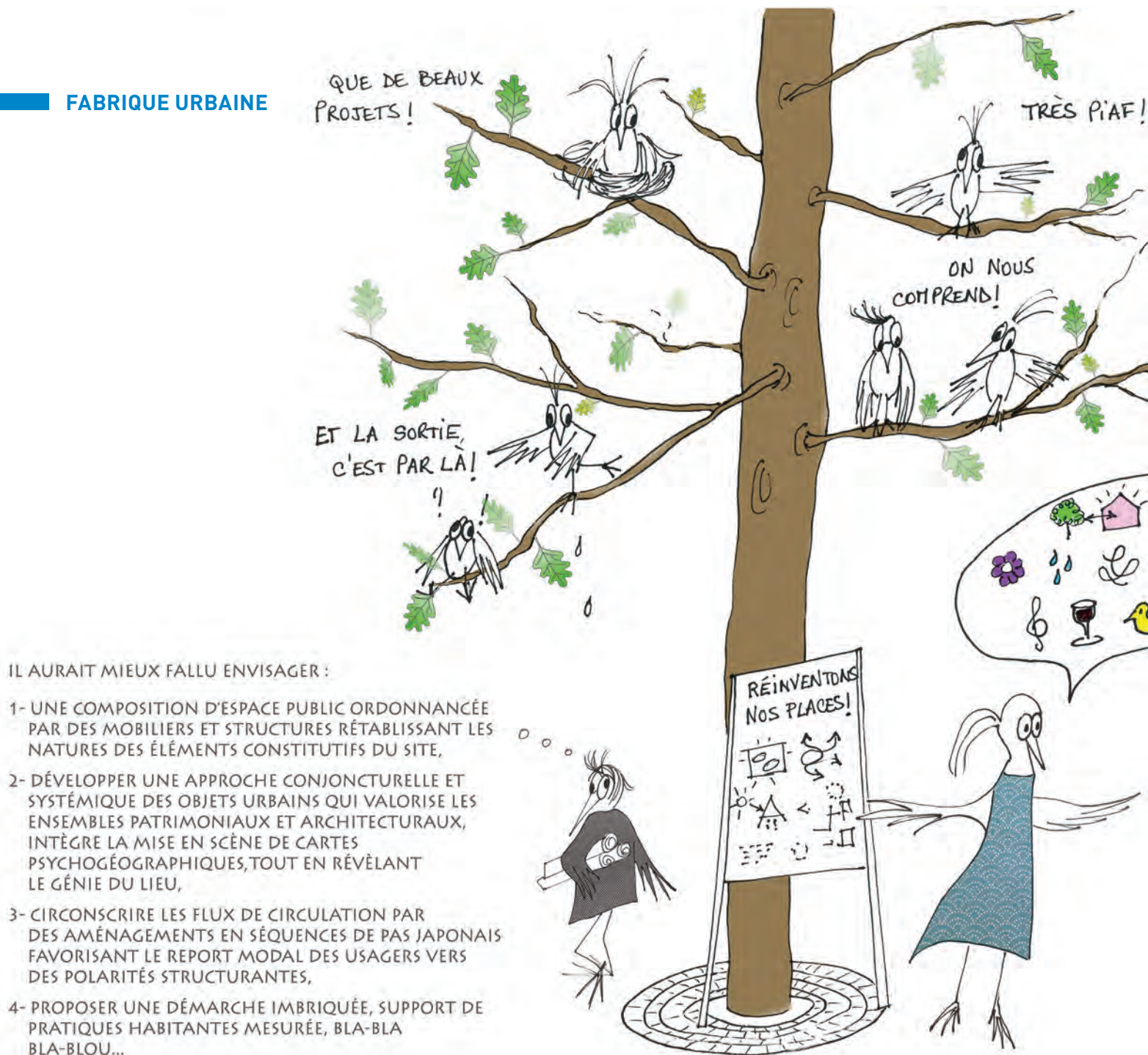
Une maîtrise d'œuvre pour mener à bien les projets

En 2017, ingénieurs et concepteurs rentrent dans la danse. Les travaux, échelonnés sur une à trois années selon les places, se déroulent en deux temps : le premier consacré au traitement de la circulation, le second à l'aménagement. Il s'agit de définir précisément et de réaliser les travaux de voirie nécessaires à la réorganisation des différentes fonctions de l'espace public. Selon la complexité et le caractère patrimonial des places, des études techniques complémentaires sont menées pour confirmer ou préciser les choix faits avec la population. Cette étape livre alors un socle disponible, un espace libéré de

la circulation, où tout reste à inventer. S'ensuit alors le temps de l'aménagement et de la programmation des lieux. Dans la pratique, les étapes sont plus imbriquées que cela, avec un dispositif de coconception et de coconstruction assez complexe organisé autour d'une maîtrise d'œuvre interne en charge des infrastructures, et externe conduite par des collectifs pluridisciplinaires, les deux travaillant en synergie et de façon itérative.

Des collectifs pour coélaborer *in situ*

Juillet 2016, une consultation est lancée pour désigner les collectifs qui vont œuvrer. Organisée sur six mois, elle se présente en 4 lots séparés regroupant 1 à 2 places chacun selon la complexité du contexte, et se fait selon une procédure concurrentielle avec négociation pour favoriser les échanges. La mise en concurrence se déroule en deux temps : pour chaque lot, les 5 équipes retenues sur référence sont invitées à remettre une première offre qui fait l'objet d'une analyse et d'échanges avec la maîtrise d'ouvrage, la direction de la voirie et des déplacements de la ville, puis à produire des compléments avant le choix définitif. Les propositions sont jugées sur les visions qu'elles portent et les méthodes qu'elles préconisent. Les équipes sont attendues sur l'égalité hommes-femmes, l'insertion sociale et la participation des étudiants. Les projets doivent ainsi permettre une appropriation simple et directe par les femmes, être porteurs



IL AURAIT MIEUX FALLU ENVISAGER :

- 1- UNE COMPOSITION D'ESPACE PUBLIC ORDONNANCÉE PAR DES MOBILIERS ET STRUCTURES RÉTABLISSANT LES NATURES DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU SITE,
- 2- DÉVELOPPER UNE APPROCHE CONJONCTURELLE ET SYSTÉMIQUE DES OBJETS URBAINS QUI VALORISE LES ENSEMBLES PATRIMONIAUX ET ARCHITECTURAUX, INTÈGRE LA MISE EN SCÈNE DE CARTES PSYCHOGÉOGRAPHIQUES, TOUT EN RÉVÉLANT LE GÉNIE DU LIEU,
- 3- CIRCONSCRIRE LES FLUX DE CIRCULATION PAR DES AMÉNAGEMENTS EN SÉQUENCES DE PAS JAPONAIS FAVORISANT LE REPORT MODAL DES USAGERS VERS DES POLARITÉS STRUCTURANTES,
- 4- PROPOSER UNE DÉMARCHE IMBRIQUÉE, SUPPORT DE PRATIQUES HABITANTES MESURÉE, BLA-BLA BLA-BLOU...

d'innovation et d'inclusion sociale et professionnelle et faire participer les étudiants à la conception et la réalisation des ouvrages.

Janvier 2017, les collectifs sont désignés¹. Ils sont organisés autour de compétences « traditionnelles » en

architecture et en paysage, mais généralement exercées de façon atypique, alternative ou innovante et couplées à de solides expériences de coconception. Y sont présentes également des compétences plus inhabituelles autour de la transition énergétique, du genre, du patrimoine ou de l'innovation sociale. Dès lors, chaque collectif prend progressivement possession des lieux pour débiter sa mission et installer sa base de préfiguration, sorte de maison du projet servant à la fois de lieu de vie, de kiosque citoyen,

d'atelier collaboratif et de chantier de fabrication collectif. À partir des plans-programme, ils ont trois ans pour expérimenter et construire avec la population de nouveaux espaces de convivialité innovants, durables et sobres. Vont se succéder l'appropriation des lieux, la coconception avec les habitants, la mise en place des actions de préfiguration, les échanges avec les collectifs des autres places, et la comaitrise d'œuvre, la coconstruction et enfin la préparation de la vie ultérieure et pérenne de la place. Chaque

1 | Lot 1 : Italie - Nation : COLOCO/ STUDIO AUTHIER ET ASSOCIES/ OGI SA.

Lot 2 : Madeleine - Panthéon : EMMA BLANC/ COLLECTIF ETC/ GENRE ET VILLE/ SARL LIGNE BE.

Lot 3 : Fêtes - Gambetta : 169 architecture/ EGIS CONCEPT/ ASSO14.

Lot 4 : Bastille : JULLIEN BELLER/ ATELIER CAP PAYSAGE URBANISME/ GROUPE ALTO.

collectif dispose d'un budget préétabli mobilisé, action par action, grâce à des marchés à bon de commande.

Faire soft

Au-delà du processus, c'est la posture adoptée qui s'avère novatrice, qui plus est dans de tels lieux chargés d'histoire et de complexité. Car il s'agit bien de réinventer l'approche de l'espace public en intégrant, au-delà de sa vocation fonctionnelle, sa dimension sociale et collective, de mettre au centre du projet les usages et usagers, et de rompre avec la logique « grand projet, gros moyens » pour prôner une action plus soft, à petite échelle, de type « petite action, grand résultat ». Comme l'exprime bien Pablo Georgieff (COLOCO) : « Avec toute la modestie

et toute l'économie de moyens, il est nécessaire de (...) léguer à Paris une nouvelle épaisseur, une épaisseur contemporaine, une épaisseur faite de gestes plus petits, plus manuels, avec aussi un peu de technologie, beaucoup de sociabilité, de sympathie qui sont des valeurs à l'ordre du jour. » L'expérimentation tient une place centrale pour construire et parfaire le projet tout en suscitant l'adhésion des usagers. Elle appelle aussi de nombreux outils, souples et diversifiés, que la ville a regroupés dans une « boîte » à destination des collectifs pour qu'ils y puisent des ressources et l'enrichissent.

Pour ce projet, la ville de Paris a mobilisé 30 M€ répartis entre les sept places. Certains estiment que ce budget n'est pas à la hauteur et déplorent des interventions au rabais, rappelant

que la place de la République a coûté à elle seule 24 M€. Anne Hidalgo répond en citant d'autres métropoles, comme New York ou Copenhague, qui ont réussi des réaménagements similaires. Surtout, ce budget est à corréliser avec la méthodologie retenue qui, considérant que pour faire pas cher il faut être nombreux et ingénieux, mobilise toute la matière grise disponible. Charge donc à la démarche de démontrer demain la justesse de cette hypothèse, sans entamer ses ambitions.

Des grands projets aux grands processus ?

Cette initiative illustre-t-elle l'amorce d'une transition en faveur de processus de fabrication de la ville innovants et expérimentaux se substituant peu à peu aux grands projets plus difficilement soutenables ? Sans doute. Mais cette évolution va demander un changement radical de culture. D'abord, apprendre à travailler ensemble, car la coconstruction reste encore compliquée et la participation du grand public non sans difficultés ; ensuite, opérer une véritable révolution dans la vie des services des collectivités pour répondre aux méthodes, aux rythmes et aux ambitions de tels projets car, une fois la décision politique prise, il faut se mettre en ordre de marche et intégrer de nouveaux codes : les interlocuteurs, plus nombreux et moins identifiés, les interactions et itérations fréquentes, les procédures différentes, la rapidité et l'immédiété des décisions, bien loin de l'ère de la planification et du temps long connue jusqu'alors. Ne pas avoir peur non plus de se tromper, mais chercher plutôt à provoquer des envies, et même s'il le faut des conflits. Enfin, déconstruire la posture du concepteur qui, tout en restant indispensable, va devoir trouver une place nouvelle, car ne rien planifier pour laisser place aux usagers est antinomique avec sa position « classique ». Sa finalité consistait-elle alors à transmettre les outils, à orchestrer le jeu d'acteurs et à s'effacer en tant que professionnel ? _

« Il s'agit bien de réinventer l'approche de l'espace public en intégrant (...) sa dimension sociale et collective, de mettre au centre du projet les usages et usagers, et de rompre avec la logique « grand projet, gros moyens » pour prôner une action plus soft, à petite échelle (...) »

